

iPhone, PC, puces IA... Le mirage trumpien d'une industrie de la tech relocalisée aux États-Unis

Par Lucas Mediavilla

Publié le 23 avril 2025 à 19h09, mis à jour le 24 avril 2025 à 11h08

Donald Trump Apple Nvidia



Le Taïwanais TSMC, qui a annoncé investir 100 milliards de dollars aux États-Unis dans les prochaines années, vient d'ouvrir une usine de puces à Phoenix, en Arizona. *Rebecca Noble / Bloomberg*

DÉCRYPTAGE - La guerre commerciale ne permettra pas de rapatrier les chaînes asiatiques d'approvisionnement d'Apple et consorts.

C'est une fable que Donald Trump affectionne tout particulièrement. Depuis quelques jours, le président des États-Unis jubile, euphorique, sur ses réseaux sociaux : après <u>Apple fin février</u>, c'est Nvidia qui a annoncé la semaine dernière un investissement colossal de 500 milliards de dollars aux

États-Unis sur quatre ans, pour produire notamment des serveurs d'intelligence artificielle. Une aubaine pour le locataire de la Maison-Blanche, persuadé que ces annonces sont le résultat de « l'effet Trump ». « La relocalisation de ces industries est bonne pour le travailleur américain, pour l'économie américaine et pour la sécurité nationale », affirme le siège du pouvoir présidentiel américain, promettant que « le meilleur reste à venir ».

Pour Trump, ces annonces sont des trophées politiques. Elles viennent crédibiliser sa promesse faite à la classe moyenne américaine : <u>faire revenir les usines technologiques sur le sol national</u>. Entre 2006 et 2024, le déficit commercial américain sur les produits TIC – smartphones, ordinateurs, tablettes, accessoires – est passé de 90 à 230 milliards de dollars. Une délocalisation massive vers l'Asie, et surtout vers la Chine, devenue l'atelier du numérique mondial. Alors que la guerre technologique entre Washington et Pékin s'intensifie, cette dépendance prend des allures de vulnérabilité stratégique. Mais derrière cette mise en scène bien huilée, le rêve d'une tech « made in USA » relève encore largement du fantasme.

Carotte pour Biden, bâton pour Trump

Sur le constat, démocrates et républicains s'accordent. Mais leurs approches pour y remédier divergent. Joe Biden a misé sur la carotte : son Chips Act, par exemple, prévoyait 280 milliards de dollars de subventions pour relocaliser la production de semi-conducteurs. Trump, lui, préfère le bâton depuis son entrée en fonction : il érige des murs douaniers, notamment vis-à-vis de la Chine. Les produits technologiques sont épargnés par les nouveaux droits de douane prohibitifs de 145 % (qui devraient être revus à la baisse), mais des enquêtes en cours pourraient aboutir à des taxes sur les semi-conducteurs. Ce qui renchérirait le coût des produits électroniques.

De quoi convaincre Apple, HP, Dell et consorts de rapatrier leur production sur le sol national ? Aux États-Unis, les experts ne se font guère d'illusions. « Quand on parle d'Apple, on croit sérieusement qu'ils vont rapatrier la production de l'iPhone aux États-Unis ? Ça n'a aucun sens », martèle au

Figaro Panos Kouvelis, professeur émérite à l'université de Saint Louis et spécialiste des chaînes d'approvisionnement. « Ce sont des activités qu'on ne peut tout simplement pas ramener. »

Relocaliser la tech ne se décrète pas. Merveille de complexité, cette industrie repose sur une chaîne logistique extrêmement fragmentée. Le design des produits est réalisé aux États-Unis, mais les puces sont pour l'essentiel fabriquées à Taïwan, à partir de machines conçues en Europe par ASML. Les composants viennent de Chine ou de ses voisins, où existe un écosystème complet de fournisseurs. L'assemblage, lui, reste une activité intensive en main-d'œuvre, difficile à rentabiliser ailleurs. « Chaque automne, Apple annonce un nouvel iPhone, et il faut alors produire des millions d'unités en très peu de temps. Cette capacité-là, on ne la trouve nulle part ailleurs qu'en Chine, capable de mobiliser 300.000 travailleurs à temps plein sur un site (les usines Foxconn à Shenzhen, NDLR), sept jours sur sept », illustre Panos Kouvelis.

Apple, dont 90 % de la chaîne d'approvisionnement de l'iPhone dépend de la Chine, incarne cette dépendance, mais n'est pas un cas isolé. Dell, HP, Samsung, Lenovo : tous s'appuient sur l'Asie. Certes, certains ont pu rapatrier ponctuellement des lignes de production (comme le Mac Pro à Austin), mais il ne s'agit jamais des produits phares et en aucun cas de l'ensemble des composants qui permettent de fabriquer ces produits.

Manque crucial de main-d'œuvre qualifiée

Relocaliser l'ensemble de cette chaîne est une chimère. Cela prendrait plus de dix ans, au minimum, et ferait exploser les coûts, en particulier sur les segments à faible marge comme les circuits imprimés ou l'assemblage. « Avoir des chaînes de production de masse, avec des ouvriers spécialisés, mais sur du gros volume, cela renchérirait tellement le coût de production par rapport à la Chine et au Vietnam que les industriels ne le feront pas », estime Stéphane Villard, expert tech chez Deloitte. Des analystes ont tenté d'estimer l'impact d'une telle production 100 % américaine. Pour l'iPhone, les projections vont de + 30 % à + 200 % sur le prix final. Dans le scénario le

plus élevé, le modèle haut de gamme pourrait grimper à 3500 dollars, contre 1650 aujourd'hui. Une envolée qui tuerait la demande et rognerait les marges, ce qu'Apple ne peut se permettre.

Relocaliser seulement des segments à forte valeur ajoutée – comme les puces avancées pour l'IA – n'est pas forcément plus rationnel. « *Produire des puces aux États-Unis, cela n'a de sens que si on a en aval l'écosystème pour utiliser ses puces dans des produits finis. Si c'est pour renvoyer ces composants dans les pays asiatiques pour l'assemblage des produits destinés à être vendus aux États-Unis, ça n'a que peu de sens »*, pointe encore Stéphane Villard.

D'autres freins existent. En matière de terres rares, par exemple, la Chine conserve un quasi-monopole sur le raffinage, et a récemment restreint certaines exportations. Ces métaux sont indispensables à la fabrication de smartphones, PC ou écouteurs. Les États-Unis investissent dans ce secteur, mais, selon le Center for Strategic and International Studies, ils ne disposeront pas d'une chaîne d'approvisionnement complète avant 2027. Et même à cette date, la priorité sera donnée à l'industrie de la défense.

66Aux États-Unis, vous pourriez organiser une réunion d'ingénieurs en outillage, et je ne pense pas que nous pourrions remplir une salle

Tim Cook, PDG d'Apple

Autre écueil : la main-d'œuvre. Les projets industriels dopés par les aides publiques – Chips Act, Inflation Reduction Act – se heurtent à une pénurie de profils qualifiés. En Arizona, TSMC, qui a par ailleurs annoncé investir 100 milliards aux États-Unis dans les prochaines années, vient d'ouvrir une usine de puces très automatisée. Mais pour la faire fonctionner, le géant a dû faire venir 1000 techniciens taïwanais, soit la moitié des effectifs, faute de personnel qualifié sur place. Ce « made in America by strangers » fait grincer

des dents les syndicats, qui estiment que ce sont autant d'emplois dont sont privés les Américains... <u>Tim Cook, PDG d'Apple</u>, lui-même avait reconnu il y a quelques années : « Aux États-Unis, vous pourriez organiser une réunion d'ingénieurs en outillage, et je ne pense pas que nous pourrions remplir une salle. » En Chine, « vous pourriez remplir plusieurs terrains de football... »

D'autres pays bénéficient de la guerre commerciale

La stratégie de Trump fragilise même la dynamique de relocalisation amorcée sous Biden dans le secteur de la tech. Selon ING, les projets d'implantation liés aux semi-conducteurs ont été multipliés par 14 depuis la fin du Covid. Or, l'imprévisibilité du nouveau président américain pousse les industriels à temporiser plutôt qu'à engager des investissements à long terme. Le renchérissement possible du prix des produits d'IA (cartes graphiques, serveurs) à cause de la taxe sur les semi-conducteurs avancés que les États-Unis veulent produire localement mais qui sont encore aujourd'hui produits à 90 % à Taïwan - menace même de faire dérailler la révolution à l'œuvre.

L'agressivité envers la Chine, elle, ne rime pas nécessairement avec un retour au bercail. « Nous considérons que l'Inde et le Mexique sont les bénéficiaires les plus probables », écrivait récemment Morgan Stanley. « Les coûts de production élevés et une main-d'œuvre qualifiée limitée rendent difficile la fabrication nationale de technologies grand public », résume Gary Shapiro, directeur de la Consumer Technology Association, principal lobby du secteur aux États-Unis. « Pour soutenir l'innovation et la compétitivité des États-Unis, nous avons besoin d'une stratégie commerciale plus intelligente et ciblée. » Autant d'arguments qui ont pu peser dans la désescalade entrevue ces dernières heures du côté de Washington...

Gains politiques

Trump et ses soutiens ne manqueront pas de dire que ce sont les menaces de droits de douane qui ont forcé des grands acteurs de la tech à investir aux États-Unis. Mais il faut lire entre les lignes. Du côté d'Apple, on ne connaît ainsi pas les contours exacts de la promesse de 500 milliards de dollars

d'investissements : un mix d'engagements anciens et nouveaux, allant de la production industrielle... à celle de séries pour Apple TV+. Nvidia, de son côté, fait miroiter depuis un an sa volonté de diversifier sa chaîne d'approvisionnement hors de Taïwan.

Mais cette stratégie répond moins à la menace de tarifs douaniers qu'à l'explosion de la demande mondiale pour ses composants. En réalité, les géants de la tech jouent leur partition avec habileté. La nouvelle tendance semble être d'annoncer des plans d'investissements astronomiques et pluriannuels, laisser Trump s'en attribuer le mérite, et espérer, en retour, passer <u>au travers des mailles des sanctions commerciales</u> entre les États-Unis et la Chine.

Pour les experts, la relocalisation totale de la chaîne de valeur n'en reste pas moins un mirage. « L'autarcie est un non-sens, et n'a pas grand intérêt économique. En revanche, il va y avoir un mouvement de rééquilibrage et de relocalisation d'une partie des capacités industrielles. L'objectif est de constituer une base suffisante pour éviter que des événements exogènes ne puissent stopper le pays », estime Stéphane Villard, de Deloitte. Mais l'essentiel est peut-être ailleurs pour Trump. Une étude du MIT, publiée il y a près d'un an, concluait que les tarifs douaniers de 2018, imposés lors de la première guerre commerciale, n'avaient eu aucun effet positif sur l'emploi américain - voire un effet négatif une fois les mesures de rétorsion prises en compte. En revanche, dans les régions tournées vers l'export, elles ont renforcé le soutien à Trump. Autrement dit : zéro gain économique, mais vrai gain politique.



La rédaction vous conseille

- → La désescalade de Trump sur les droits de douane face à la Chine vous paraît-elle une bonne chose ?
- → <u>Frédéric Pierucci: «En matière de guerre commerciale, la différence entre Trump et Biden-Obama n'est que dans la forme»</u>
- → <u>Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, les Big Pharma multiplient les</u> investissements aux États-Unis

Sur le même thème

Les marchés saluent la désescalade de Donald Trump vis-à-vis de la Chine 🔽

Le président américain promet une baisse substantielle des droits de douane sur les produits chinois, qui ont grimpé à 145%, et renonce à limoger le patron de la Fed.

À la suite des piètres résultats de Tesla, Elon Musk se détourne de ses fonctions gouvernementales

DÉCRYPTAGE - Le dirigeant va réduire son implication au sein du Doge, département pour l'Efficacité gouvernementale, où il a été nommé par Donald Trump.

Chute des prix des carburants : bientôt un litre à 1,50 euro ? 🔽

Les tarifs à la pompe du gazole et de l'essence sont en baisse continue depuis le début du mois d'avril, sous l'effet cumulé des annonces douanières de Donald Trump et de la politique de production pétrolière des pays de l'Opep+.

Donald Trump renonce à limoger le président de la Fed, Jerome Powell, avant la fin de son mandat

Les plongeons de Wall Street et les conseils discrets du Secrétaire au Trésor, Scott Bessent, ardent défenseur du principe de l'indépendance de la Fed, auront fini par calmer le président américain.

Bertille Bayart : «Politiques et patrons, qui donne des leçons à qui ?» 🔽

CHRONIQUE - La guerre commerciale lancée par Donald Trump rend son primat au politique.

Droits de douane : la Chine ralentit, la zone euro résiste sauf l'Allemagne

DÉCRYPTAGE - Les mesures budgétaires adoptées par Pékin limiteront les dégâts, pronostique le FMI, qui vise 4 % de croissance pour l'économie chinoise en 2025.

«Mon métier n'est pas de plaire au président» : George Clooney répond aux critiques de Donald Trump

Mécontent des prises de position de l'acteur, le président américain avait qualifié le comédien «d'acteur de seconde zone».

Florian Bachelier: «Pour gagner en puissance diplomatique, l'Europe devra se reconstruire par ses nations»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Touchée par la guerre sur son sol et le caractère erratique de Trump, l'Europe se cherche une nouvelle force diplomatique. Selon l'ancien député macroniste, il lui faudra cesser de déclamer des valeurs abstraites et en appeler aux volontarismes nationaux.

Donald Trump et l'acteur Vince Vaughn s'affichent en «squatteurs de la Maison-Blanche» Sur fond de guerre déclarée au monde de la culture et à Hollywood, le président a reçu la star du film *Serial Noceurs* dans le Bureau ovale pour un échange dont le contenu n'a pas été rendu public.

Pete Hegseth, le secrétaire à la Défense de Trump, fragilisé par un deuxième « Signalgate » 床

Une nouvelle affaire de messagerie cryptée civile utilisée pour partager des informations classifiées du Pentagone l'affaiblit un peu plus.